

Extrait du registre des délibérations du Comité-Directeur du Syndicat

Nombre de membres en exercice : 40

Nombre de membres présents : 31

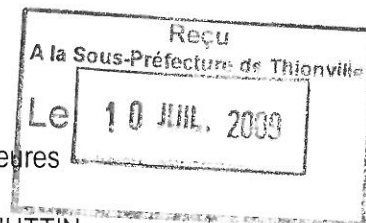
Nombre de membres votants : 31

Mr BECKEL Jean-Luc donne pouvoir à Mr KIFFER René

Mr COILLIOT René donne pouvoir à Mr BELLAVISTA Philippe

Séance du 8 Juillet 2009 – 18 heures

Sous la présidence de M. Claude HUTTIN



Présents : MM. EVRARD Yannick – PETITCLAUDE Claude – THIRY Louis – KIFFER René – RENEUX Guy – LE CORRE Jean-Yves – LAURENT Isabelle – TURCK Gilbert – JACOB Christian – DOSDA Serge – MAZZACAVALLLO Raymond – PRIESTER Norbert – KIFFER Jean-Luc – THOMAS Fabrice – WEITTEN Marc – PIERRAT André – HENNEQUIN Jeannot – PERRIN Gérard – BAUER Paul-André – DELLINGER Joël – BISVAL Alain – VOUIIN Jean-Pierre – VUILLEMARD Patrick – NEIERS Sébastien – BELLAVISTA Philippe – WAX Hervé – FRANQUIN Daniel – HEINE Bernard – ZDUN Jean-Claude – SAINT-EVE Jean-Luc.

Absents excusés : MM. DEJONG Raoul – LA ROCCA Salvatore – LERAY Gérard – BECKEL Jean-Luc – COILLIOT René – SCHWALLER René.

Absents : MM. ASCHBACHER Yves – VICENTE Victor – THILL Lucien .

Objet : Adoption des nouveaux statuts

Considérant la délibération du 29 Mars 1996 adoptant les statuts du Syndicat Intercommunal des Eaux de l'Est Thionvillois,

Vu sa délibération du 5 Août 2008,

Le Président présente au Comité le projet des nouveaux statuts du Syndicat qui les adoptent à l'unanimité.

Fait et délibéré à Luttange,
les jour, mois et an susdits.

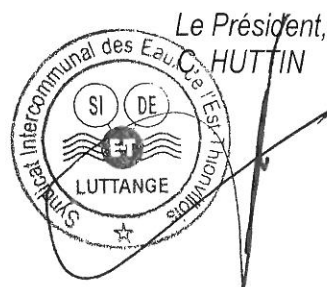
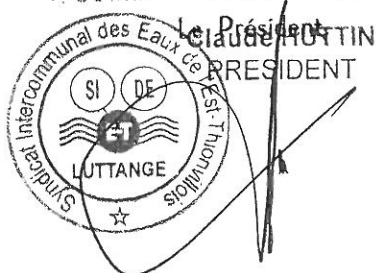
Luttange, le 9 Juillet 2009

DELIBERATION RENDUE EXECUTOIRE

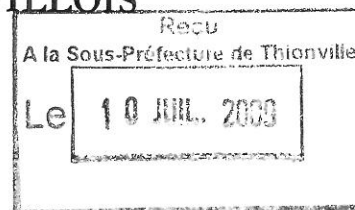
Transmise à la Préfecture le 10.07.2009

Publié ou Notifié le 2.07.2009

DOCUMENT CERTIFIÉ CONFORME



STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX ET DE L'ASSAINISSEMENT DE L'EST THIONVILLOIS



Les présents statuts, dont la modification a été acceptée par une délibération du Comité Syndical en date du 08 juillet 2009, remplacent et annulent les précédents statuts en vigueur, qui avait été entérinés par délibération en date du 29 mars 1996 et visés en sous-préfecture de Thionville le 22 avril 1996.

Article 1 – Composition et dénomination du Syndicat

1.1 - Le Syndicat est composé des communes suivantes, adhérentes au Syndicat à la date de l'adoption des présents statuts modifiés :

ABONCOURT, ANTILLY, BETTELAINVILLE, BUDING, CHAILLY-LES-ENNERY DISTROFF, ELZANGE, HOMBURG-BUDANGE, INGLANGE, KEDANGE-SUR-CANNER, KLANG, KUNTZIG, LUTTANGE, METZERESCHE, METZERVISSE, SAINT-HUBERT, STUCKANGE, VALMESTROFF, VECKRING, VIGY, VOLSTROFF.

1.2 - Le Syndicat régi par les présents statuts a pour dénomination : Syndicat Intercommunal des Eaux et de l'Assainissement de l'Est Thionvillois (S.I.D.E.E.T.).

1.3 - Le Syndicat Intercommunal des Eaux et de l'Assainissement de l'Est Thionvillois est un établissement public de coopération intercommunal, présentant le caractère de syndicat à la carte, prévu par l'article L.5212-16 du Code général des collectivités territoriales.

Article 2 – Objet

2.1 – Compétences générales

De manière générale, et pour l'ensemble de ses missions, le Syndicat Intercommunal des Eaux et de l'Assainissement de l'Est Thionvillois a compétence pour l'installation, l'entretien, l'exploitation et le renouvellement ou l'extension de tous les biens, meubles et immeubles nécessaires à la réalisation de son objet.

Le Syndicat Intercommunal des Eaux et de l'Assainissement de l'Est Thionvillois a pleine compétence en matière réglementaire, tarifaire, financière et budgétaire.

En application des dispositions du Code général des collectivités territoriales, et notamment des articles L.5212-1 et suivants, le Syndicat Intercommunal des Eaux et de l'Assainissement de l'Est Thionvillois est composé de deux sections, représentant des compétences optionnelles dénommées section « Eau » et section « Assainissement ». La section « Assainissement » comporte quatre sous-sections dénommées « Assainissement Intercommunal », « Assainissement – Gestion des réseaux internes d'assainissement », « Assainissement – Traitement des eaux usées » et « Assainissement – Traitement des boues ».

2.2 – Compétence à caractère optionnel n° 1 - Section « Eau »

Le Syndicat Intercommunal des Eaux et de l'Assainissement de l'Est Thionvillois a pour mission d'exploiter en régie directe des installations de production et des réseaux de distribution d'eau potable au bénéfice des communes adhérentes à la présente section et de leurs usagers.

2.3 – Compétence à caractère optionnel n° 2 - Section « Assainissement »

2.3.1 – Sous-section n° 1 – « Assainissement Intercommunal »

Le Syndicat Intercommunal des Eaux et de l'Assainissement de l'Est Thionvillois a pour mission d'assurer pour le compte des communes adhérentes à la présente section :

- la collecte et le transport des eaux usées recueillies dans les systèmes d'assainissement collectifs reliant les communes adhérentes aux stations d'épuration ;
- la gestion des postes de relèvement et des bassins de pollution.

2.3.2 – Sous-section n° 2 – « Assainissement – Gestion des réseaux internes d'assainissement »

Le Syndicat Intercommunal des Eaux et de l'Assainissement de l'Est Thionvillois a pour mission d'assurer pour le compte des communes adhérentes à la présente sous-section :

- soit la collecte et le transport des eaux usées recueillies dans les systèmes d'assainissement collectifs des communes adhérentes ;
- soit le contrôle, la mise en conformité et l'entretien des systèmes d'assainissement non collectifs, ainsi que les travaux d'obturation des fosses et autres installations du même type lors du raccordement d'un immeuble ;
- soit les deux compétences relatives à l'assainissement collectif et à l'assainissement non collectif.

2.3.3 – Sous-section n° 3 – « Assainissement – Traitement des eaux usées »

Le Syndicat Intercommunal des Eaux et de l'Assainissement de l'Est Thionvillois a pour mission d'assurer pour le compte des communes adhérentes à la présente sous-section :

- le traitement des eaux usées recueillies dans les systèmes d'assainissement collectifs reliant les communes adhérentes aux stations d'épuration ;
- la gestion des stations d'épuration et/ou d'autres procédés d'épuration des eaux usées.

2.3.4 – Sous-section n° 4 – « Assainissement – Traitement des boues »

Le Syndicat Intercommunal des Eaux et de l'Assainissement de l'Est Thionvillois a pour mission d'assurer pour le compte des communes adhérentes à la présente sous-section :

- La collecte, le transport, le stockage, l'épuration et l'élimination des boues des stations d'épuration par mise en décharge, incinération ou épandage.

2.4 – La liste des communes adhérentes à chaque bloc de compétences figure à l'annexe n° 1 des présents statuts.

2.5 – Prestations à destination de communes non adhérentes

Dans le cadre des compétences afférentes aux articles 2.2 et 2.3 des présents statuts, le Syndicat Intercommunal des Eaux et de l'Assainissement de l'Est Thionvillois se réserve la possibilité d'assurer des prestations pour le compte de communes non adhérentes ou d'autres syndicats.

Ces prestations font l'objet d'une convention entre les parties concernées.

Le Comité Syndical fixe les conditions financières d'admission de ces prestations.

Article 3 – Siège

Le Syndicat Intercommunal des Eaux et de l'Assainissement de l'Est Thionvillois a son siège 1, Place du Calvaire à Luttange (57935).

Article 4 – Durée

Le Syndicat Intercommunal des Eaux et de l'Assainissement de l'Est Thionvillois est constitué pour une durée illimitée.

Article 5 – Transfert de compétences

5.1 - Chaque compétence optionnelle est transférée au Syndicat par chaque commune adhérente dans les conditions suivantes.

5.2 - Pour chaque commune adhérente au Syndicat au moment de l'adoption des présents statuts modifiés, l'état des compétences transférées au Syndicat Intercommunal des Eaux et de l'Assainissement de l'Est Thionvillois est celui constaté à la date afférente.

Le Syndicat et la commune concernée constatent l'état des compétences optionnelles transférées dans un procès-verbal établi contradictoirement. Celui-ci est annexé aux délibérations de la commune portant approbation des présents statuts et choix de compétences transférées.

5.3 – Pour toute nouvelle adhésion, ou en cas d'option pour une nouvelle compétence optionnelle, la ou les compétence(s) à caractère optionnel sont transférées au Syndicat par les communes adhérentes intéressées après délibération de leur conseil municipal.

Chaque commune détermine la ou les compétences(s) optionnelle(s) transférée(s) à partir de l'article 2 des présents statuts.

Le transfert d'une nouvelle compétence de la part d'une commune adhérente prend effet après un délai d'un mois à compter de la date à laquelle la délibération du conseil municipal est devenue exécutoire.

La nouvelle répartition de la contribution des communes aux dépenses liées aux compétences résultant du transfert est déterminée comme il est indiqué à l'article 14 des présents statuts.

La délibération de la commune valant transfert d'une compétence au Syndicat est notifiée par le Maire au Président du Syndicat dans un délai de 5 jours à compter de son adoption. Ce dernier en informe les maires des autres communes adhérentes.

5.4 - Les autres modalités de transfert non prévues dans les présents statuts sont fixées par le Comité syndical en conformité avec les dispositions du Code général des collectivités territoriales.

Article 6 – Reprise de compétences

6.1 – Le retrait d'une commune du syndicat intercommunal s'effectue dans les conditions prévues par le Code général des collectivités territoriales.

Les compétences prévues par les présents statuts peuvent être reprises avec un préavis d'une année budgétaire pleine dans les conditions suivantes, conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales.

6.2 – La reprise d’une compétence peut être totale ou partielle, et ne peut s’effectuer pendant une durée de trois ans à compter du transfert et avec un préavis d’une année budgétaire pleine.

6.3 - La reprise prend effet après l’expiration du préavis susvisé défini au premier jour de l’année suivant la date à laquelle la délibération du conseil municipal portant reprise de la compétence a été approuvée et est devenue exécutoire.

6.4 - Les équipements réalisés par le Syndicat intéressant la compétence reprise totalement servant à un usage public et intercommunal situés sur le territoire de la commune reprenant la compétence restent la propriété du Syndicat sauf accord contraire entre les parties.

6.5 - La commune reprenant une compétence au Syndicat, même partiellement, continue à supporter le service de la dette pour les emprunts contractés par le Syndicat et concernant cette compétence pendant la période au cours de laquelle elle l’avait délégué au Syndicat, jusqu’à l’amortissement complet desdits emprunts. Le Comité syndical constate le montant de la charge de ces emprunts lorsqu’il adopte le budget.

6.6 – La nouvelle répartition de la contribution des communes aux dépenses liées aux compétences résultant de la reprise totale ou partielle est déterminée comme il est indiqué à l’article 14 des présents statuts.

Quoiqu’il en soit, la reprise d’une compétence n’affecte en rien la répartition de la contribution des communes aux dépenses d’administration générale du Syndicat.

6.7 – La délibération d’une commune portant reprise d’une compétence au Syndicat est notifiée par la Maire de la commune au Président du Syndicat dans un délai de 5 jours à compter de son adoption. Ce dernier en informe les maires des autres communes adhérentes.

6.8 - Les autres modalités de reprise non prévues aux présents statuts sont fixées par délibération du Comité syndical.

Article 7 – Transfert des services

Les modalités de transfert par chaque commune adhérente au Syndicat Intercommunal des Eaux et de l’Assainissement de l’Est Thionvillois du service ou de la partie de service en charge de la mise en œuvre d’une mission transférée au Syndicat font l’objet d’une décision commune du Syndicat et la commune adhérente.

Conformément à l’article L.5211-4-1 du Code général des collectivités territoriales, cette décision doit être finalisée par voie de convention conclue entre les exécutifs du Syndicat Intercommunal des Eaux et de l’Assainissement de l’Est Thionvillois et de la commune adhérente.

Article 8 – Transfert des biens

Les biens meubles et immeubles utilisés par chaque commune adhérente pour l'exercice d'une mission attribuée, en vertu des présents statuts, au Syndicat Intercommunal des Eaux et de l'Assainissement de l'Est Thionvillois sont mis à disposition de celui-ci dès l'adhésion de ladite commune.

Article 9 – Reprise des contrats de délégation de service public

Lorsqu'une commune est partie à un contrat de délégation de service public portant sur l'exercice d'une mission transférée au Syndicat Intercommunal des Eaux et de l'Assainissement de l'Est Thionvillois, elle informe le délégataire et le Syndicat, dans les meilleurs délais, que ce dernier lui est substitué dans l'ensemble de ses droits et obligations résultant de la partie du contrat portant sur l'exercice de la ou des mission(s) susvisée(s).

L'exécution dudit contrat est poursuivie dans les mêmes conditions jusqu'à son échéance, sauf accord contraire entre le Syndicat Intercommunal des Eaux et de l'Assainissement de l'Est Thionvillois et le délégataire.

Article 10 – Le Comité syndical

10.1 – Le Comité syndical est l'organe délibérant du Syndicat Intercommunal des Eaux et de l'Assainissement de l'Est Thionvillois. Il administre le Syndicat par ses délibérations et dispose d'une compétence générale pour gérer l'ensemble des activités du Syndicat.

10.2 – La composition du Comité Syndical est la suivante :

- deux délégués par compétence optionnelle à laquelle la commune adhérente a adhéré (« Eau » et « Assainissement ») ;
- un délégué suppléant par commune.

Une même personne désignée est susceptible d'exercer les fonctions de délégué pour les deux compétences.

Les délégués précités et leurs suppléants sont désignés par les conseils municipaux des communes adhérentes.

La durée des fonctions des membres du Comité syndical est celle du mandat qu'ils détiennent par ailleurs au sein de la collectivité qu'ils représentent.

Les délégués sortants sont rééligibles.

A défaut de désignation, le Maire et le premier adjoint au maire représentent la commune adhérente concernée.

10.3 – Tous les délégués prennent part au vote pour toutes les délibérations portant sur les points suivants :

- Personnes employées par le Syndicat ;
- Actions en justice ;
- Elections des membres du Bureau ;
- Désignation des représentants du Syndicat au sein d'organisations externes ;
- Adoption du budget commun et des deux budgets autonomes pour la compétence « eau » et la compétence « assainissement » ;
- Comptes administratifs et de gestion ;
- Modifications statutaires.

Des personnalités, qui n'ont pas été désignées comme délégués, attachées au Syndicat, peuvent être invitées à participer aux sessions du Comité syndical.

Seuls les délégués des communes adhérentes au Syndicat participent aux votes relatifs aux délibérations du Comité syndical.

Pour tout vote, le quorum de la moitié plus un des délégués habilités à prendre part au vote est requis.

Les délibérations prises dans les conditions susvisées engagent l'ensemble du Syndicat.

10.4 – Seuls les délégués attachés à la compétence « eau » ou la compétence « assainissement » prennent part au vote pour toutes les délibérations portant sur des points spécifiques relevant de chacune de ces deux compétences, à l'exclusion de celles mentionnées en 10.3.

10.5 – Le Comité syndical se réunit autant que nécessaire sur convocation du président et au moins trois fois par an.

10.6 – Le Comité Syndical élit parmi ses membres un Bureau composé d'un Président, d'un ou de plusieurs Vice-Présidents, d'un ou de plusieurs Vice-Présidents dit « Eau », d'un ou de plusieurs Vice-présidents dit « Assainissement », et de quatre assesseurs.

Une nouvelle élection doit intervenir à chaque renouvellement des conseils municipaux des communes adhérentes.

Le Bureau reçoit délégation du Comité syndical sous réserves des dispositions de l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales.

Il assure la gestion courante du Syndicat Intercommunal des Eaux et de l'Assainissement de l'Est Thionvillois.

Le Bureau se réunit au mois une fois par trimestre en session ordinaire et en session extraordinaire soit à la demande du Président, soit à la demande du tiers des membres.

Le mandat des membres du bureau prend fin en même temps que celui des membres du comité syndical.

10.7 – Le Comité syndical peut déléguer une partie de ses attributions au Bureau Syndical dans les limites définies à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales.

Article 11 – Le Président

Le Président est l'organe exécutif du Syndicat Intercommunal des Eaux et de l'Assainissement de l'Est Thionvillois.

Il prépare et exécute les délibérations du Comité syndical.

Lors de chaque réunion du Comité syndical, le Président rend compte des travaux du Bureau.

Il est l'ordonnateur des dépenses et prescrit l'exécution des recettes du Syndicat Intercommunal des Eaux et de l'Assainissement de l'Est Thionvillois.

Il est seul chargé de l'administration, mais il peut déléguer, par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-présidents et, en leur absence ou en cas d'empêchement de ces derniers ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, à d'autres membres du Bureau.

Il dirige les services créés par le Syndicat Intercommunal des Eaux et de l'Assainissement de l'Est Thionvillois.

Il représente le Syndicat en justice.

Article 12 – Fonction de Trésorier

Les fonctions de Trésorier du Syndicat Intercommunal des Eaux et de l'Assainissement de l'Est Thionvillois seront remplies par le comptable public, Trésorier de Metzervisse

Article 13 – Ressources

Les ressources du Syndicat Intercommunal des Eaux et de l'Assainissement de l'Est Thionvillois sont constituées par :

- Le produit de la vente de l'eau ;
- Le produit des taxes, redevances et contributions correspondantes aux services assurés ;
- Les contributions et apports des collectivités adhérentes ;
- Les sommes que le Syndicat reçoit des administrations publiques, des associations, des collectivités territoriales, des établissements publics, des particuliers, en échange d'un service rendu ;
- Les revenus des biens, meubles et immeubles, propriété du Syndicat Intercommunal des Eaux et de l'Assainissement de l'Est Thionvillois ;
- Les subventions des instances européennes de l'Etat, de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse, de la Région, du Département et des collectivités locales ou de leur groupement ;
- La participation des collectivités locale ou de leur groupement, des particuliers, et des entreprises publiques ou privées ;
- Les dons et legs ;
- Le produit des emprunts contractés par le Syndicat Intercommunal des Eaux et de l'Assainissement de l'Est Thionvillois.

Une copie du budget et des comptes du Syndicat Intercommunal des Eaux et de l'Assainissement de l'Est Thionvillois est adressé chaque année aux assemblées délibérantes des collectivités adhérentes.

Article 14 – Dépenses

Le Syndicat pourvoit à son budget et à toutes les dépenses nécessaires à l'accomplissement de ses missions, et notamment aux dépenses suivantes :

- Acquisitions immobilières et travaux ;
- Amortissement des installations ;
- Frais d'entretien et d'exploitation des ouvrages ;
- Annuités d'intérêt et d'amortissement des emprunts ;

- Traitement du personnel technique et administratif nécessaire au fonctionnement du Syndicat ;
- Frais administratifs.

Article 15 – Contribution aux dépenses

15.1 – La contribution des communes adhérentes au Syndicat Intercommunal des Eaux et de l'Assainissement de l'Est Thionvillois est calculée annuellement.

Son versement s'effectue sur appel du Syndicat trois fois par an.

Elle est égale à la somme des redevances dues au titre de chaque compétence déléguée au Syndicat.

15.2 – La répartition des charges générales syndicales applicables au sein des différentes compétences est fixée chaque année par délibération du Comité syndical.

15.3 – Les critères de répartition entre les communes des charges spécifiques relatives à l'exercice de chaque compétence optionnelle sont les suivants.

15.3.1 – Pour la compétence optionnelle n° 1 « eau »

Les contributions sont calculées au prorata de la population de chaque commune.

Chaque commune adhérente verse une contribution annuelle par habitant. Cette contribution constitue une participation aux frais d'administration générale et aux frais d'études liés à la compétence. Le nombre d'habitants pris en compte est celui du dernier recensement établi par l'INSEE. Ce montant est déterminé chaque année par délibération du Comité syndical.

Pour la première année d'application des présents statuts, le montant est fixé à la valeur de 1m³ d'eau par an et par habitant.

15.3.2 – Pour la compétence optionnelle n° 2 « assainissement »

15.3.2.1. – Pour la compétence optionnelle n° 2, sous-section n° 1 « assainissement intercommunal »

La contribution des communes ayant opté pour la compétence optionnelle n° 2, sous-section n° 1 « assainissement intercommunal » sera établie chaque année par délibération du Comité syndical en fonction du nombre de mètres cubes d'eaux usées recueillies par le Syndicat dans le système d'assainissement intercommunal lors de l'année N-1.

***15.3.2.2. – Pour la compétence optionnelle n° 2, sous-section n° 2
« assainissement, gestion des réseaux internes »***

La contribution des communes ayant opté pour la compétence optionnelle n° 2, sous-section n° 2 « assainissement, gestion des réseaux internes » sera établie chaque année par délibération du Comité syndical en fonction du nombre de mètres cubes d'eaux usées recueillies par le Syndicat lors de l'année N-1.

***15.3.2.3. – Pour la compétence optionnelle n° 2, sous-section n° 3
« assainissement, traitement des eaux usées »***

La contribution des communes ayant opté pour la compétence optionnelle n° 2, sous-section n° 3 « assainissement, traitement des eaux usées » sera établie chaque année par délibération du Comité syndical en fonction du nombre de mètres cubes d'eaux usées recueillies par le Syndicat lors de l'année N-1.

***15.3.2.4. – Pour la compétence optionnelle n° 2, sous-section n° 4
« assainissement, traitement des boues »***

La contribution des communes ayant opté pour la compétence optionnelle n° 2, sous-section n° 4 « assainissement, traitement des boues » sera établie chaque année par délibération du Comité syndical en fonction du nombre de mètres cubes d'eaux usées recueillies par le Syndicat lors de l'année N-1.

Article 16 – Participation « Eaux pluviales »

En application des dispositions de l'article L 2333-97 du Code général des collectivités territoriales, une taxe annuelle sur la collecte, le transport, le stockage et le traitement des eaux pluviales est instituée par la commune qui déverse les eaux pluviales dans le milieu naturel.

Lorsque plusieurs communes répondent à cette condition, ils instituent la taxe en désignant par délibérations concordantes la commune en charge de son recouvrement et de son contentieux.

Sauf délibération contraire, la commune, le syndicat exerçant partiellement ces missions mais ne recouvrant pas le produit de la taxe bénéficie d'un reversement partiel de ce produit par la commune ayant recouvré la taxe.

La répartition du produit de la taxe est réalisée selon les modalités arrêtées par délibérations concordantes des communes participant aux missions de collecte, de transport, de stockage et de traitement des eaux pluviales. A défaut de délibérations concordantes, le plafond réglementaire du tarif de la taxe est réduit de moitié.

Les délibérations instituant et fixant le tarif de la taxe sont adoptées dans les conditions prévues par l'article 1639 A bis du Code général des impôts.

Article 17 – Application des modifications des statuts

Les présents statuts sont annexés aux délibérations des conseils municipaux des communes adhérentes.

Les dispositions des présents statuts ont abrogé celles des statuts antérieurs et des délibérations du Comité syndical en ce qu'elles avaient de différent ou de contraire.

Article 18 – Règlement intérieur

Un règlement intérieur pour le service public de l'Eau et un règlement intérieur pour celui de l'Assainissement préciseront les modalités d'application des présents statuts.

18.1 – Le règlement intérieur du service public « Eau » prévoit notamment :

- Les obligations du service ;
- Les modalités de fourniture de l'eau ;
- Les règles applicables à l'abonnement ;
- Les conditions de mise en service des branchements et compteurs ;
- Les modalités de paiement des prestations et fournitures d'eau.

18.2 – Le règlement intérieur du service public « Assainissement » prévoit notamment :

- Les obligations du service et de chaque compétence ;
- Les modalités auxquelles est soumis le déversement des eaux dans le réseau d'assainissement ;
- Les règles applicables à l'abonnement ;
- Les conditions de mise en service des branchements ;
- Les modalités de paiement de la redevance d'assainissement ;
- Les règles applicables aux rejets non domestiques ;
- Les prescriptions applicables aux eaux pluviales ;
- Les conditions de recouvrement de la taxe sur la collecte, le transport, le stockage et le traitement des eaux pluviales.

Annexe n°1

Listes des communes adhérentes à chaque bloc de compétence

Section « Eau »

ABONCOURT
ANTILLY
BETTELAINVILLE
BUDING
CHAILLY-LES-ENNERY
DISTROFF
ELZANGE
HOMBOURG-BUDANGE
INGLANGE
KEDANGE-SUR-CANNER
KLANG
KUNTZIG
LUTTANGE
METZERESCHE
METZERVISSE
SAINT-HUBERT
STUCKANGE
VALMESTROFF
VIGY
VOLSTROFF

Section « Assainissement »

Pour les quatre sous-sections

BETTELAINVILLE
BUDING
HOMBOURG-BUDANGE
KEDANGE-SUR-CANNER
KLANG
LUTTANGE
METZERESCHE
VECKRING